

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 71 (1926)
Heft: 3

Rubrik: Chroniques et nouvelles

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

CHRONIQUES et NOUVELLES

CHRONIQUE SUISSE

La landwehr suisse et la 62^e division austro-hongroise. — L'Italie pendant la guerre européenne et la neutralité helvétique. — Espions et contre-espions en Suisse, histoire et journalisme. — Une conférence sur le budget militaire.

Aujourd'hui, bricolons.

Un point d'histoire d'abord, d'une importance d'ailleurs secondaire. La chronique suisse de janvier commentant les économies du Parlement fédéral réalisées au détriment de l'instruction de l'infanterie de Landwehr a rappelé le danger pour une troupe d'être jetée au feu avant d'avoir acquis une homogénéité suffisante. Elle a invoqué à ce propos l'exemple de cette division austro-hongroise qui, ayant attaqué les Serbes sur la Drina et franchi la rivière, fut ramenée par son chef sur la rive de départ par crainte que son inexpérience lui fit un mauvais sort.

Un confrère viennois, la *Oesterreichische Wehrzeitung*, conteste notre exemple. Il doit s'agir de la 62^e division impériale et royale, dit-il, et la représenter comme ayant subi un échec est une erreur.

Nous ne le croyons pas, notre source paraissant sûre. Nous y renvoyons notre honorable contradicteur : Oberst Theodor Jochim, *Der Feldzug in Serbien* (1915), dans Schwarte, *Der grosse Krieg 1914-1918*, Bd. II. Voici les termes du colonel Jochim :

338^e page : La 62^e division, de nouvelle formation passa la Drina vers Visegrad, mais donna contre un ennemi supérieur qui occupait, avec une forte artillerie, une position solidement établie. Elle ne put pousser plus loin. Bientôt la situation de ses troupes, peu entraînées, parut si précaire à son chef, qu'il la ramena sur la rive gauche, à l'aube du 8 octobre.

349^e page (21 octobre) : Sur la Drina, les Serbes n'avaient laissé que des troupes du III^e ban. D'autre part, la 62^e division était parvenue à compléter son équipement, à procurer une relative cohésion à ses nouveaux éléments et à pousser ses préparatifs d'attaque assez pour hasarder une nouvelle tentative dans la nuit du 22 octobre. Quoique le cours de la Drina fût enflé, elle réussit à la franchir et à se maintenir sur l'autre rive malgré plusieurs contre-attaques de l'enne-

mi. Elle parvint même, dans l'après-midi, à refouler les fractions serbes qui combattaient au sud de Visegrad.

Ces indications sont précises et bonnes à retenir dans le cas qui nous intéresse. Elles montrent qu'on ne lance pas au feu une troupe hétérogène, mal préparée, à une entreprise tactique sérieuse. Il faut d'abord lui procurer l'hémogénéité, après quoi on peut espérer le succès, et se « hasarder » contre un ennemi lui-même composé de troupes de second ordre.

* * *

Voici un autre point d'histoire, plus important et qui nous touche de près. Le maréchal Cadorna a ajouté à ses *Mémoires* un post-scriptum auquel de nos journaux quotidiens ont prêté leur attention. Il y est question de l'Italie dans la guerre européenne et de la neutralité helvétique. Le maréchal Cadorna soutient l'opinion que, dans sa majorité, la Suisse romande, entre autres, n'a cessé d'affirmer, au cours des événements : l'Italie ne pouvait entretenir aucune intention agressive vis-à-vis de la Suisse ; la neutralité de celle-ci était au contraire pour elle une sauvegarde qu'elle devait tenir à conserver ; il ne pouvait lui être indifférent que l'espace de 300 kilomètres qui règne entre le Jura et le Trentin lui assurât une économie de forces.

Il est vrai que si l'Italie n'a jamais douté de la pureté des intentions politiques de la Suisse, elle n'a pas éprouvé la même confiance dans notre état-major, dont les tendances germanophiles lui furent suspectes. Le maréchal Cadorna admet que ce fut à tort. Les doutes n'en ont pas moins existé et ont joué leur rôle dans les mesures de précaution prises, pour le cas où, comme on l'a cru pendant un certain temps dans les états-majors alliés, l'Allemagne violerait la neutralité helvétique.

Cette crainte des états-majors alliés a causé généralement quelque étonnement en Suisse, où l'on n'a pas cru, aux époques plus spécialement envisagées, notamment l'hiver et le printemps de 1916, à une intention préméditée de l'Allemagne de diriger de ses armées en Suisse. On sait aujourd'hui, à la suite des publications qui ont paru en Allemagne et en Autriche, notamment celles qui montrent Falkenhayn et Conrad en conflit, que les effectifs disponibles ne comportaient pas l'entreprise redoutée.

Les craintes ont été vives cependant et, peut-être, leur motif résidait-il dans ce qu'un journaliste français a baptisé « la guerre des cerveaux », c'est-à-dire le duel de l'espionnage et du contre-espionnage en Suisse. Que celle-ci ait été, pendant la guerre européenne, un nid d'espions et de contre-espions, nul ne l'ignore. Or, une des passes du

duel a eu précisément pour objet le projet prêté aux Allemands de s'emparer du territoire helvétique, comme position centrale de manœuvre.

Sans doute n'a-t-on pas perdu le souvenir, à Genève, d'un officier allemand désavantageusement connu, le colonel Otto Ulrich, qui fut un espion de la plus belle eau. Un journal de la province française, *Le Phare de la Loire*, qui paraît à Nantes, vient de donner à son sujet, et d'une manière générale sur l'espionnage allemand et le contre-espionnage allié des détails nombreux. Naturellement, ce récit est fait en langage de journaliste plus qu'en langage d'historien soucieux de méthode scientifique ; comme dans un roman-feuilleton, des « à suivre » habiles retiennent, d'un numéro à l'autre, la curiosité du lecteur, et des remarques savamment alléchantes la stimulent. Il y a néanmoins des renseignements précis et facilement contrôlables qui projettent une lumière sur des dessous jusqu'ici peu connus ¹.

L'auteur, qui signe C. B. et déclare n'être que le copiste d'un informateur exactement renseigné, acteur de premier plan du service de contre-espionnage français, nous présente les comparses du colonel Ulrich. L'un d'eux fut un nommé Emile Kohr, sur lequel on trouva le schéma d'un plan de manœuvre allemande dirigé à la fois contre la France et l'Italie. Cédons la parole à notre confrère :

« La manœuvre consistait à envahir la Suisse par la base Bâle-Rorschach en forçant la ligne du Rhin, puis, après avoir occupé la plaine, effectuer un double changement de direction, l'un vers la France, au travers de la vallée du Rhône et du Jura ; l'autre vers l'Italie, au travers des différentes vallées d'accès : vallée de la Reuss et vallée de l'Aar, en direction de Milan par le franchissement du Gothard.

» La manœuvre dont j'esquisse ci-dessus le plan devait être complétée par deux offensives foudroyantes : la première contre la France, par Bâle-Porrentruy ; la seconde, contre l'Italie, par le St-Gothard, la vallée du Rhin, la Valteline et l'Inn. »

Entre parenthèse, il est intéressant de constater que les récents développements du maréchal Cadorna, en ce qui concerne l'Italie, tiennent plus particulièrement compte de cette hypothèse-là, notamment l'attaque allemande par le Gothard. Le St-Bernard est considéré comme secondaire. Cela s'explique par les conditions de communi-

¹ *Le Phare de la Loire, de Bretagne et de Vendée*. Articles intitulés « En mission spéciale ». Le premier de ces articles a paru le 4 janvier de cette année, et leur série n'est pas terminée à la date de la présente chronique. Intéressent plus particulièrement le plan allemand de traversée de la Suisse, les articles numéros XXXIV à XXXVII, des 17, 19, 20 et 21 février.

cations, et autres, moins favorables de ce dernier passage, mais peut-être aussi par le fait que l'attention du maréchal Cadorna a été attirée sur le péril allemand par l'état-major français. Serait-ce en raison des renseignements du service de contre-espionnage ?

Fermons la parenthèse et revenons au *Phare de la Loire*.

Au plan trouvé sur Kohr était joint un rapport portant la signature d'Ulrich et donnant le détail de notre système défensif du Gothard et de St-Maurice. Cela n'est pas de nature à provoquer une bien vive surprise, car il n'est pas difficile pour un informateur militaire un tant soit peu à l'œil de se mettre au courant du système défensif de cette forteresse de verre qu'est la Confédération suisse.

Le dossier de Kohr fit connaître un autre comparse d'Ulrich, Bruno Wahllaender. Fonctionna aussi à Genève, pendant un certain temps, et plus tard à Lugano, une femme qui se faisait appeler Irma Staub et qui passait, paraît-il, pour une maîtresse espionne allemande.

Le court espace d'une chronique ne permet pas de suivre de près le récit de notre confrère C. B. Comment, avec le concours de M. James Nobody, de l'Intelligence service of British Army, son informateur prit Ulrich, Kohr et Wahllaender en flagrant délit d'espionnage, on peut le lire dans le *Phare de la Loire* et, sans doute aussi dans les annales de nos tribunaux militaires, dont nous n'avons pas le contrôle actuellement sous les yeux. Car l'aventure prit fin devant eux. C. B. conte comme suit l'incident des arrestations :

« Après avoir convenu de nos faits et gestes, nous décidâmes, Nobody et moi, et cela malgré l'heure tardive, d'aller immédiatement mettre au courant de notre découverte le chef de la police militaire suisse. Nous fûmes reçus aussitôt...

» Attéré, le haut fonctionnaire ne pouvait en croire ni ses yeux ni ses oreilles. Il téléphona aussitôt au général W... qui commandait à l'époque les forces de la Confédération helvétique, et, sur la demande de ce dernier, nous nous rendîmes immédiatement à son quartier général.

» Bien entendu, tout y était sens dessus dessous, et c'est en traversant une double haie d'officiers que nous arrivâmes au cabinet de travail sur le seuil duquel nous attendait le général W...

» En quelques mots nous le mîmes au courant de l'affaire, dont, malgré sa germanophilie notoire, il comprit aussitôt l'importance. Quand nous le quittâmes, le chef de la police avait en poche les ordres d'arrestation nécessaires, et, chose plus intéressante encore, nous avions obtenu l'assurance que, *du lac de Constance aux confins du Tessin*,

les troupes de la Confédération seraient, sous prétexte de manœuvres de cadres, placées en position d'alerte. (Souligné par C.B.)

» En nous en allant, nous pûmes constater que, déjà, des estafettes partaient dans toutes les directions pour transmettre aux chefs de corps les instructions que, *étant donnée la gravité de l'heure*, le général ne pouvait communiquer ni par le télégraphe, ni par le téléphone, les Boches pouvant les intercepter.

» En cours de route, nous fûmes rejoints par plusieurs escouades de policiers suisses appartenant tous à la « brigade du chef », c'est-à-dire spécialisée dans les affaires de contre-espionnage. Ils eurent tôt fait de comprendre de quoi il retournait et, nous partageant la besogne, nous nous séparâmes.

» Le chef s'était réservé Otto Ulrich ; James Nobody devait s'occuper de Wahllaender, et moi j'étais chargé de Kohr. Nobody et moi nous devions, bien entendu, n'intervenir qu'à titre officieux et, plus spécialement pour vérifier l'identité des malfaiteurs que nous étions seuls à connaître. Malheureusement, et ainsi que je l'avais prévu, nous avons été précédé par Irma Staub chez le colonel Otto Ulrich, qui avait pris la fuite.

» Plus heureux que le chef de la police dont la déconvenue faisait peine à voir, nous « pinçâmes » chez eux, en train de faire leurs valises, Kohr et Wahllaender. Ils se laissèrent arrêter sans résistance et dénoncèrent lâchement leurs complices qui, au nombre de douze, furent arrêtés la nuit même. »

Restons en là pour aujourd'hui, cela non dans l'intention d'écrire un « à suivre » palpitant, mais parce que l'espace dont nous disposons nous y oblige. Bornons-nous à relever que le manque de dates précises nuit aux commentaires que les articles du *Phare de la Loire* justifieraient du point de vue historique.

* * *

Dernièrement, au Cercle libéral de Lausanne, M. Maurice Bujard, Conseiller national, et Conseiller d'Etat, Chef du Département militaire vaudois, a donné une conférence sur le budget militaire. Il en a présenté le détail et la philosophie, rappelé les discussions auxquelles il a donné lieu lors des dernières sessions des Chambres fédérales, discussions que nos lecteurs connaissent, et il a conclu, avec beaucoup de bon sens, qu'avant de parler de désarmer et de supprimer notre armée, il était prudent de voir à l'œuvre ceux qui tiennent en leur pouvoir politique la paix et la guerre.

Cela paraît vérité d'évidence. La dernière Assemblée générale de la

Société des Nations a clairement fait voir que les « esprits », fussent-ils dénommés de Locarno ou de Genève, continuent à souffler de Berlin, de Paris, de Rome, de Londres, et de beaucoup d'autres lieux qui ne sont situés ni au bord du lac Majeur ni au bord du Léman. Il n'est jamais défendu d'espérer; on peut même, moins langoureux que l'amant de Philis, ne point désespérer puisqu'on espère toujours, mais il est sage de ne pas tenir pour réalité assurée une espérance qui n'est pas entrée, et d'aucune façon, dans le champ des réalisations.

CHRONIQUE ALLEMANDE

(De notre correspondant particulier.)

Préparation des sous-officiers et des soldats à l'activité civile. — Le feld-maréchal von der Goltz. — Hommage triomphal à l'aviateur capitaine baron Manfred von Richthofen.

Un problème des plus difficiles qu'a fait naître le nouveau système militaire allemand est le placement des sous-officiers et soldats à l'expiration de leur service de douze ans, surtout dans un temps où, pour raison d'économie, toutes les administrations ainsi que de nombreuses maisons de commerce et d'industrie congédient des employés ou des commis. Comme, plus que jamais, ce ne sont que les mieux instruits et les plus capables qui ont chance de trouver un emploi, l'armée fait donner une instruction civile à ses sous-officiers et soldats, leur procurant ainsi l'occasion d'étendre leur instruction générale et professionnelle. Elle ne veut pas seulement les pourvoir de connaissances théoriques, mais aussi pratiques pour la profession de marchand, de technicien ou d'agriculteur, chacun selon son goût et sa capacité. Les trois premières années de service restent libres pour l'instruction militaire; l'instruction civile commence dès la quatrième année, et depuis cette année-là jusqu'à la septième chaque soldat est tenu de prendre part à l'enseignement de la classe inférieure qui est une sorte d'école de perfectionnement, dont le plan d'études comprend des sujets élémentaires d'histoire, de géographie et d'instruction civique. De la septième année à la onzième, le soldat peut volontairement fréquenter les classes moyenne et supérieure de l'école dite « professionnelle ». Etant donné l'envie de se perfectionner, il arrive rarement qu'un soldat n'y prenne pas part.

Ces deux classes se subdivisent en trois sections :

1. L'école d'administration et d'économie qui prépare le soldat au poste d'employé d'un service public et d'employé privé ou de marchand.
2. L'école d'agriculture qui doit accroître les connaissances

professionnelles des jeunes gens sortant de milieux agricoles et les mettre à même de participer avec succès à des colonisations.

3. L'école industrielle et technique, qui répond en quelque sorte aux écoles civiles correspondantes, préparant les élèves à l'examen de compagnon et de maître et formant des employés techniques.

Pour donner une idée de ce qu'on demande aux examens de sortie, je choisis quelques sujets de l'examen supérieur donnant droit à un emploi civil : *Langue allemande* : Aptitude à s'exprimer clairement et correctement, oralement et par écrit, sur une tâche posée, ainsi que de juger avec indépendance ; orthographe et ponctuation. Connaissances de l'histoire nationale de la littérature, de Goethe et Schiller à maintenant. Connaître plusieurs œuvres importantes de la littérature allemande. *Législation* : Coup d'œil sur les formes d'Etat et les droits personnels, de famille, d'hérédité et réels ; les parties les plus importantes des codes civils et du code d'instruction criminelle ; impôts et assurances. Par ailleurs le candidat doit faire preuve de connaissances d'arithmétique, histoire, géographie, économie sociale, instruction civique, connaissance administrative, physique, chimie et une langue étrangère. Les futurs marchands ont à résoudre, au lieu d'épreuves juridiques, des tâches du domaine des sciences commerciales, de l'arithmétique commerciale et de la comptabilité.

Le corps enseignant se compose de professeurs d'écoles secondaires, agricoles et professionnelles. Chaque division possède un directeur de l'enseignement, sorti de l'enseignement secondaire et qui surveille tout l'enseignement de la division. D'amples moyens servant à l'enseignement intuitif sont mis à la disposition des professeurs et le plan d'études est varié par des visites d'usines et d'établissements modèles de toutes sortes. Cet enseignement rompt la monotonie d'un service militaire de douze ans et contribue à le rendre populaire et recherché, ce qui, d'autre part, favorise le recrutement. Un soldat qui, pendant plusieurs années, aura pris part à cet enseignement disposera d'un fonds de connaissances qui le rendra capable de travail. Aux lecteurs désireux de se renseigner plus complètement, je citerai un petit livre paru en 1924 : L'enseignement civique à l'armée (*Der bürgerliche Unterricht im Reichsheer*, par le major Muff de l'état-major (Stuttgart, Bergersliterarische Verlagsanstalt).

A ce que j'ai dit de la réédition de l'ouvrage du feld-maréchal von der Goltz « Le peuple en armes » (livraison de septembre 1920) je joins quelques notes sur l'auteur lui-même qui intéresseront les lecteurs. A bon droit, l'éditeur, le fils du maréchal, a fait précéder l'ouvrage d'une préface écrite par le général von Mudra, préface dans la-

quelle celui-ci apprécie les mérites du maréchal. Peu d'officiers auraient eu comme lui vocation pour le faire, ayant été son chef d'état-major lorsque von der Goltz fut à la tête du corps des ingénieurs et du génie prussien von Mudra, sorti du génie, commanda le XVI^e corps à Metz, avant la guerre et à son début, et plus tard une armée. Il n'y a guère de doute que von der Goltz ne fût un des officiers les plus remarquables, les plus originaux et les plus distingués de l'ancienne armée, mais on ne peut dire qu'il eût la main heureuse ; sa vie fut assez dure. Comme beaucoup de ses camarades de l'armée prussienne, il passa sa jeunesse dans des circonstances peu aisées, d'abord au corps des cadets, puis dans une petite garnison de la Prusse orientale. Comme jeune lieutenant il fut blessé au combat de Trautenau, dans la guerre austro-prussienne de 1866. Dès lors, toute sa carrière, au grand état-major, en Turquie comme chef et comme éducateur de troupes, enfin pendant la guerre mondiale, quoique riche de succès extérieurs fut une série ininterrompue de frottements, de combats, de peines, de désappointements et d'expériences amères. Ce ne fut que plusieurs années après la guerre de 1870-71, où il occupa un poste à l'état-major du prince Frédéric-Charles de Prusse, chef de la deuxième armée, poste qu'il remplit avec beaucoup d'habileté et de succès, qu'il passa au grand état-major. Quelques années plus tard, à la suite de la publication de son ouvrage « Léon Gambetta et ses armées », où il recommandait de remplacer le service de trois ans par celui de deux ans, il faillit en être banni à jamais. Il fallut l'intervention de Moltke pour sauver sa carrière.

Son activité en Turquie, de 1883 jusqu'en 1895, fut sensiblement gênée ; il devait organiser et réformer, mais ne fut employé qu'au bureau et à l'auditoire. La réalisation des plans de grande envergure qu'il entama, comme chef du corps des ingénieurs, des pionniers et des forteresses, pour la défense stratégique du pays, échouèrent par suite de l'étroitesse de l'administration des finances qui faisait des économies aux mauvais endroits. Même son travail de cinq années comme éducateur modèle à la tête du corps prussien oriental (I^{er}) prit une fin anticipée par sa promotion au poste d'inspecteur d'armée, position haute et honorable, il est vrai, mais peu importante en temps de paix. Lorsqu'au début de la guerre, les inspecteurs d'armée eurent l'occasion de faire preuve de leurs qualités de chef à la tête des armées, le maréchal v. d. Goltz qui, sur ces entrefaites, avait donné sa démission, manqua. Il n'est pas douteux que les frottements entre les I^{er} et II^e armées à l'ouest, au début de la guerre, auraient été évités, si le maréchal v. d. Goltz avait commandé l'aile droite, et si l'unité des opérations avait ainsi été garantie. Au lieu

de cela, ce vieillard, qui avait la fraîcheur de la jeunesse, fut d'abord condamné, comme son camarade von Hindenbourg, à chômer dans ses pénates et dut ensuite se contenter du poste administratif de gouverneur général de Belgique, qui fut peu à son goût. C'est pourquoi à l'entrée de la Turquie dans la guerre il fut commandé à Constantinople. Lorsqu'il y réussit enfin à obtenir le commandement d'une armée, son désir ardent de cueillir des lauriers guerriers semblait sur le point de se réaliser, mais, quelques jours avant la victoire de son armée à Kut-el-Amara, une maladie pernicieuse le faucha. Encore un hasard tragique.

Ce que fut v. d. Goltz, il l'est devenu de lui-même, par son travail incessant, sa volonté ferme, sa persévérance, sa fidélité envers soi-même, sa foi en Dieu, sa confiance en ses moyens personnels. Au soir de sa vie, il put confesser qu'il n'avait jamais cherché de relations influentes ; il ignora l'escalier de service et les faux-fuyants. « Face d'homme est vertu » fut sa devise. Quoi qu'il ne réussît pas à surmonter toutes les difficultés qu'il rencontra sur le chemin abrupt de la hiérarchie militaire, il resta pourtant vainqueur dans le combat de la vie, étant ainsi un modèle pour la génération de nos jours.

* * *

Au jour de pénitence, 18 novembre, un des héros des plus populaires, jusqu'ici enterré dans le sol étranger, a fait son dernier voyage pour être inhumé dans le sol de sa patrie. Ce fut le capitaine baron Manfred de Richthofen, le plus célèbre aviateur de chasse de l'armée allemande pendant la guerre mondiale, vainqueur dans 81 combats aériens. Après sa 81^e victoire, il fut forcé d'atterrir derrière les lignes anglaises où une balle égarée l'aurait tué. Le passage de son cercueil à travers le pays fut un véritable voyage triomphal. Sur tout le parcours, dans les plus petits villages où le train ne s'arrêtait pas, la population, sans distinction de partis, et surtout les anciens soldats et la jeunesse, accourut pour rendre hommage au favori du peuple allemand. Aux haltes, les sociétés d'anciens militaires et les unions patriotiques avec leurs drapeaux et leurs musiques étaient assemblées pour saluer le jeune héros. Des centaines de couronnes, dont le nombre augmenta à chaque station, couvraient son cercueil. Le soir, le train funèbre arriva à Berlin, où le corps fut reçu avec plus de solennité que jamais le corps d'un prince. Le cortège funèbre se dirigea vers le cimetière des Invalides, fondé par Frédéric le Grand où tant de héros de notre histoire militaire, tels Scharnhorst, le fondateur du service obligatoire et général en Prusse, ont trouvé leur dernier repos. Par son attitude, le peuple a montré qu'il admirait

toujours le courage, la valeur, le dévouement et le sentiment du devoir ; qu'il veut garder le souvenir de ses héros ; que sa jeunesse cherchera à les égaler et qu'il sait honorer leur mémoire.

CHRONIQUE FRANÇAISE

(De notre correspondant particulier.)

La querelle du Maroc : guerre coloniale et guerre européenne.

Tous les lecteurs de cette *Revue* connaissent, au moins de nom, la fameuse querelle de l'ordre mince et de l'ordre profond qui, au XVIII^e siècle, a séparé en deux camps rivaux les tacticiens de l'Europe entière. Querelle d'école née des leçons de cette sorte de conflit mondial qu'avait été la Guerre de Sept ans, si désastreuse pour la France, mais si féconde en enseignements : nous y puisâmes les éléments de victoire qu'ont ensuite exploités les soldats de la Révolution et de l'Empire.

Aujourd'hui, dans un cercle sensiblement plus restreint, mais dont l'importance ne paraît pas moindre, une querelle du même genre partage nos militaires. La grande guerre lui a donné le jour ; mais ce qui l'a subitement fait grandir, lui donnant aussitôt son caractère de grave acuité, ce sont les événements du Maroc de l'an dernier.

Et, comme il faut un chef à des partis en bataille, cette querelle d'idées, d'opinions, de tendances, s'est résumée chez nous empruntant deux noms également respectés dans notre armée, sans qu'on puisse dire que la moindre animosité ou la plus infime rivalité se soit jamais élevée entre ceux qui les portent. Il y a donc chez nous, en ce moment, et qui se pourfendent à coup d'écritoire, les partisans irréductibles et tenant ferme sur leurs positions, de la « méthode Lyautey », et ceux non moins résolus, de la « méthode Pétain ».

Pour rester dans le domaine objectif des doctrines, sans doute, eût-il mieux valu employer d'autres expressions et dénommer, par exemple, la première « méthode coloniale » : le seconde, « méthode européenne ».

Avant d'entrer dans leur définition respective, il convient d'observer que l'une et l'autre s'étaient déjà heurtées chez nous, en un passé relativement récent et qui fut, hélas ! dramatique. Et chose étrange, la guerre que nous faisons aujourd'hui au Maroc, marque précisément une espèce de renversement des situations antérieures.

Je m'explique.

Dans nos écoles militaires, pas un cours d'histoire ne manque de

signaler la fâcheuse influence exercée, vers le milieu du siècle dernier, par les campagnes d'Afrique sur la formation des chefs de notre armée. D'avoir conquis pas à pas l'Algérie : d'avoir parcouru de brillantes et rapides carrières à lutter, dans le bled, contre Abd-el-Kader ou contre les Kabyles, nos généraux du second Empire avaient acquis une telle déformation professionnelle qu'ils ne purent s'adapter aux nécessités de la guerre européenne quand il leur fallut, sur le Rhin, combattre un adversaire autrement organisé que des indigènes en mal d'indépendance.

Nos déboires de 1870 ont là leur origine et, dans la reconstitution de nos forces militaires qui suivit la défaite, maintes précautions furent prises pour éviter le retour de pareille situation.

Un discrédit, vague j'en conviens, mais discrédit quand même, pesa durant presque tout l'entre-deux guerres sur nos coloniaux et leurs méthodes spéciales de combattre qui ne pouvaient être d'aucune application en Lorraine. Je ne serais point surpris que si Galliéni ne parvint pas au poste suprême de généralissime désigné, ce fut beaucoup à cause de son origine coloniale. Si Joffre fut choisi, croyez bien que sa campagne de Tombouctou ne lui servit pas de titre exceptionnel. Bref, on s'efforçait de maintenir comme une cloison étanche entre colonie et métropole au point de vue du commandement des armées.

Or, que nous ont montré les événements au Maroc du printemps 1925 ? La faillite des pratiques coloniales aux colonies mêmes. La guerre d'improvisation, la guerre à l'esbroufe, la guerre de goums et de petits postes : plus rien de cela ne convenait contre un ennemi du genre d'Abd-el-Krim. Guerre européenne et guerre coloniale tendaient à se confondre. Celle-ci ne pouvait plus se passer des chefs de celle-là. Jadis, certains coloniaux firent de mauvaise besogne sur un front français ; à présent, le front français servait de modèle aux fronts d'outre-mer.

Est-ce vrai ?

Certes, de plus en plus, à mesure que les populations indigènes exotiques s'ouvriront aux progrès de la civilisation dite européenne ; que leurs pays, leurs industries, leur développement agricole et économique présenteront des analogies plus considérables avec les nôtres, les deux genres de guerre tendront davantage à se confondre. A la limite, quand partout les activités humaines seront égalisées, il n'y aura guère pour différencier les méthodes que les différences de climats et de structure physique du sol qui, elles, continueront toujours d'agir dans le même sens. Mais bien des années s'écouleront encore avant d'en arriver là et qui sait si seulement nos arrière-neveux

verront s'établir la fusion prédite, ensuite de laquelle toute querelle doctrinale deviendrait vaine.

En l'état présent, il est hors de doute que le théâtre d'opérations du Riff ne ressemble en aucune façon à l'un quelconque des théâtres de l'Europe occidentale. Le pays n'est pas équipé en voies de communications, en cantonnements et en ressources de toute espèce pour que puissent s'y mouvoir en pleine indépendance des organismes militaires comparables à ceux de l'ancien front français. Par ailleurs, Abd-el-Krim et ses guerriers ne constituent pas un outil trempé à la façon d'une armée européenne. Il est donc bien certain que l'on ne doit pas combattre Abd-el-Krim sur l'Ouergha comme on résistait aux Allemands devant Verdun, en 1916. Et c'est, disons-le tout haut, bien heureux qu'il en soit ainsi.

Mais le Rogui n'en est pas pour cela un adversaire méprisable. Si ses soldats réguliers n'ont ni le nombre ni l'armement qui les rendraient redoutables, les moyens dont il use pour rallier à sa cause la majeure partie des populations indigènes sont de nature à nous créer de sérieux embarras. Une guerre où l'on doit lutter à la fois contre une armée et contre un peuple qui se soulève est une guerre particulièrement difficile. Le cas n'est pas spécifiquement colonial. Il s'est déjà produit en Europe et rien ne dit qu'il ne se représentera pas un jour. Les historiens militaires n'ont trop voulu étudier jusqu'ici que les seules opérations des armées régulières, de sorte qu'on ne se rend pas un compte exact de l'influence exercée sur l'issue d'un conflit même européen par l'hostilité sourde ou avouée d'une population envahie. La méthode de guerre qui en découle est autant applicable aux pays d'outre-mer qu'à l'Europe continentale. Il en résulte qu'à ce point de vue, tout au moins, une distinction par trop nette entre les deux genres de guerre, ne correspond pas à la stricte réalité. Retenons cette première conclusion. Aussi bien les combattants respectifs de la querelle actuelle semblent entièrement négliger un argument de cette nature.

Le moment est venu de préciser les positions de chacune des parties.

Tant ceux qui soutiennent la méthode dite Lyautey, que les adeptes de la formule Pétain, proscrireont avec une égale vigueur ce qu'on pourrait appeler l'absence de toute méthode et qui consiste à n'avoir ni effectifs suffisants, ni matériel approprié ; à se laisser surprendre, dominer, manœuvrer par les volontés de l'adversaire.

Là où la discussion commence, c'est quand on aborde l'importance des divers moyens mis à la disposition du commandement, et princi-

palement les moyens matériels. En d'autres termes, les partisans de la mobilité des troupes, de la légèreté des colonnes, de tout ce qui peut faciliter le mouvement s'opposent aux partisans de l'écrasement, du pilonage par l'artillerie lourde, du front continu. Avec ces qualités-là, disent les premiers, tout notre empire colonial a été conquis ; toutes les révoltes ultérieures ont été réprimées ; sans elles, Bugeaud n'aurait pu vaincre Abd-el-Kader, ni Randou pacifier les Kabyles. Elles s'imposent rigoureusement dans un pays où les convois ont peine à suivre les troupes. Avec les qualités mises en valeur sur l'ancien front français, c'est la stagnation, l'immobilité forcée, l'impossibilité de parcourir les tribus dont notre seule présence suffirait à les maintenir dans l'obéissance ou les inciterait à solliciter leur pardon. A l'heure actuelle, l'armée française du Maroc est dans la même situation que celle des Espagnols rivés à leurs *presidios* du littoral : un colosse incapable de se mouvoir et qui succombe sous les mille piqûres d'insecte.

A cela, les partisans de la méthode Pétain de riposter :

— Ce matériel abondant et cette progression, si prudente que vous la confondez avec l'immobilité, n'ont cependant pas manqué de rétablir la situation que les événements du printemps dernier avaient sensiblement compromise. On ne sait pas jusqu'à quel point nous avons frisé la catastrophe au Maroc en avril-mai 1925 : Fez menacé d'être pris, les communications coupées avec l'Algérie. N'est-ce pas un résultat d'avoir déjà pu l'éviter ? Et avec des pertes relativement peu élevées. Tandis que d'avril à juillet, pour un effectif de 25 000 fantassins combattants, nous perdions 2 000 hommes, en août-septembre, pour 35 000 fantassins, les pertes tombaient à 1 500 hommes et pour 50 000 en octobre, nous ne perdions plus que 300 hommes. Qu'importe après tout la dépense : plaie d'argent n'est pas mortelle. D'avoir établi sur l'Ouergha le dispositif rigide et massif de la défense de Verdun, avec des divisions munies d'un gros matériel, avec des convois exigeant l'établissement préalable de nombreuses routes, avec des ballons, des états-majors organisés, toutes choses auxquelles les expéditions coloniales d'antan avaient dû renoncer, ont fait au Maroc la preuve de notre force et du coup nous ont attiré bien des ralliements sans combat : n'est-ce pas un peu la méthode Lyautey, celle qui consiste à faire l'étalage de sa force pour n'avoir pas à s'en servir ?... Ces moyens ont en outre donné confiance à nos soldats. Qu'importe que notre aviation cause peu de pertes aux Riffains, si ceux-ci tremblent dès qu'ils entendent le ronronnement d'un moteur dans les airs ! Qu'importe que nos « marmittages » ne fracassent que des rochers, si l'ennemi se sauve dès les premiers coups tirés et laisse

la place libre à nos tirailleurs ! Ceux-ci avancent rassurés quand des chars de combat les escortent : ayons donc des chars de combat. Le matériel agit ainsi par son effet moral et au Maroc cet effet moral dépasse de beaucoup les effets matériels de destruction. On doit avoir d'autant plus de matériel que les troupes sont plus jeunes et plus inexpérimentées.

On ne saurait, croyons-nous, donner formellement tort ni aux uns, ni aux autres. Si la méthode Lyautey s'est révélée impuissante en avril contre un ennemi très supérieur en nombre, auquel il s'agirait d'opposer une barrière infranchissable, la méthode Pétain, en octobre, n'a pas permis d'aller frapper cet ennemi jusque dans son repaire des montagnes riffaines.

Comment donc se mettre d'accord et concevoir une solution définitive du problème actuellement pendant au Maroc ?

On y parviendra, semble-t-il, d'une façon bien simple et qui a toujours réussi quand il s'est agi d'apaiser une querelle entre doctrines adverses : prendre un moyen terme, établir un amalgame des deux doctrines et obtenir ainsi une troisième formule intermédiaire qui, éliminant autant que possible les inconvénients, s'efforce de réunir le maximum d'avantages.

En outre, pourquoi vouloir être exclusif et ne pas se servir ici de l'une et là de l'autre ? Un plan de guerre, quel qu'il soit, repose sur des « combinaisons » : combinaisons alternées de moyens, d'efforts, de méthode, de temps et de lieux. Joffre a appris en août 1914, ce qu'il en coûtait d'avoir un plan rigide qui ne combine point l'offensive et la défensive, qui attaque partout à la fois. Et pareillement la même leçon vient d'être infligée à notre haut commandement au Maroc, pour avoir voulu tout conserver en avril 1925, sans effectifs et moyens suffisants, tout conquérir en octobre suivant sans la mobilité nécessaire.

Force et légèreté s'excluent l'une l'autre. A nous de les concilier, de les avoir toutes deux à notre disposition, de déployer en ce point la force rigoureuse d'un front continu et d'agir ailleurs en utilisant des colonnes mobiles.

La méthode qui s'impose est commune à Lyautey et à Pétain ; c'est celle des résultats ; celle de l'adaptation constante des moyens au but. Ayons tous les moyens, quitte à nous servir, au moment voulu, de ceux qui permettront le mieux d'aboutir.

Au fait, la prétendue faillite de Pétain au Maroc, en octobre dernier, est-elle si réelle que veulent bien le proclamer nos coloniaux endurcis ? Des exigences d'ordre diplomatique international ne sont-elles pas venues se mêler, qui ont arrêté la marche en avant de nos

unités ? Ce qui, à ce moment, a retardé la décision, ce sont peut-être davantage ces exigences que la saison des pluies ou l'application intégrale de la tactique du matériel et des objectifs limités. Cette tactique continuera à s'imposer dans certaines circonstances ; elle agira précisément au profit des opérations des colonnes légères qui pourront ainsi être plus nombreuses grâce aux économies d'effectifs réalisées ailleurs.

En somme, quel que soit le chef qui commande dans les prochaines opérations du Riff, qu'il soit non pas l'homme d'un système, mais l'homme de la situation.

INFORMATIONS

Fondation Herzog. — Le conseil d'administration de cette fondation rappelle que les intérêts du fonds sont destinés, en premier lieu, à encourager l'activité volontaire des officiers d'artillerie et reçoivent, en particulier, les applications suivantes :

a) Subsidés soit participation aux frais de voyage pour la visite d'armées, de manœuvres, d'établissements militaires étrangers, etc.

b) Concours pour l'étude de questions techniques ou tactiques intéressant l'artillerie.

c) Achat d'objets pour la collection d'artillerie et que l'on ne pourrait obtenir autrement.

d) Secours à des membres invalides du corps d'instruction de l'artillerie.

Les demandes de ces subsidés pour l'année 1926 devront être adressées avant le 30 septembre à M. le colonel van Berchem, Crans, par Céligny. Celui-ci acceptera aussi avec reconnaissance les dons volontaires en faveur de la fondation.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Un nouvel aperçu du problème colonial, par le Docteur Aug. Vallet. — Berger-Levrault, 1925, 213 p. in-8°. Prix : 8 francs (français).

L'auteur est un vieux colonial, qui a beaucoup vu et beaucoup réfléchi. En outre c'est un patriote clairvoyant et un homme de grand bon sens, absolument étranger à toute préoccupation électorale et réfractaire à tout bourrage de crâne.